

<http://ugtg.org/spip.php?article959>



Elie Domota : "Le combat n'est pas terminé"

- Dossier spécial LKP - Interviews -



Date de mise en ligne mercredi 10 juin 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

FRANCE-SOIR. Trois mois après la fin de la grave crise sociale qui a frappé la Guadeloupe quel bilan dressez-vous de la situation locale ?



ÉLIE DOMOTA : La situation demeure encore tendue. En fait, les engagements pris ne sont pas respectés. L'Etat s'était engagé à verser un revenu temporaire aux bas salaires tous les mois. Aujourd'hui il change d'avis et décide de verser ces revenus tous les trimestres à compter du mois de juillet. On soupçonne le gouvernement de vouloir supprimer ce revenu et de le remplacer dans trois ans par le RSA. Nous avons eu l'occasion de dire au préfet que nous n'étions pas du tout d'accord avec l'arrêté d'extension de l'accord Bino pris par le ministre du Travail. Du coup, il supprimait la clause de convertibilité qui prévoyait que, au-delà de l'aide des collectivités et de l'Etat, l'employeur prendrait en charge, après trois ans, l'augmentation de salaire de 200 euros de l'accord.

Une fois de plus, on veut casser ce pacte salarial passé en Guadeloupe qui fait passer le Smic à 1.500 euros. Cette décision de sucrer la clause de convertibilité fait que pour 30.000 personnes le gain de ces 200 euros sera perdu. Dès 2010, elles perdront la part des collectivités (50 euros) et, au bout de trois ans, les 100 euros de l'Etat pour le RSA. Nous rappelons que le RSA n'est pas un salaire mais une allocation versée par foyer en fonction de la situation familiale. L'autre sujet qui nous préoccupe encore est la baisse promise des prix des produits de première nécessité. On constate que certains produits disparaissent des stocks, d'autres qui n'entrent pas dans cette catégorie ont fortement augmenté...

Ce fut donc une mobilisation pour rien. On vit sur des promesses et pas beaucoup de réalisations...

Non, on ne peut pas dire ça. On peut dire qu'il y a un certain nombre d'avancées : certains prix bas pratiqués sur des marchandises de première nécessité, la baisse du prix de l'eau, du carburant, le gel des loyers sociaux... Il y a des choses qui ont changé, cependant il faut encore se battre, car tout n'est pas réglé. L'accord sur les salaires n'avance pas, de même que les minima sociaux pour les personnes âgées et le dossier de l'empoisonnement des terres agricoles par le chlordécone. Il y a beaucoup de dossiers sur lesquels on est en panne. Un premier travail a été fait, il y a des succès, mais on doit continuer à travailler et à rester vigilant. Le combat n'est pas terminé.

Après avoir fait la politique de la chaise vide en refusant de siéger dans les organisations propres à discuter des problèmes de l'île, vous vous êtes assagis en acceptant maintenant le dialogue...

On ne fait pas la politique de la chaise vide. On refuse la politique du ventre bien dodu et de manger dans la gamelle de n'importe qui. Les Etats généraux sont une escroquerie intellectuelle. C'est une bonne vieille pratique française : dès qu'on veut éluder un problème important, on organise des grandes réunions. Ces états généraux sont organisés pour permettre à l'UMP de reprendre la main et de se refaire une santé. L'UMP en Guadeloupe prépare les futures élections régionales de 2010 mais n'a pas de candidats.

A l'issue de ces EG, on va nous sortir un document d'une centaine de pages. Et, comme par hasard, ces décisions vont ressembler comme des soeurs jumelles à celles promues dans la Stracom (stratégie de croissance pour l'outre-mer) qui a déjà été validée dans le cadre de la loi de finances en 2009. Qu'on ne nous fasse pas croire que l'on changera en deux temps, trois mouvements cette loi. Aujourd'hui, il s'agit ni plus ni moins de chercher une caution populaire pour valider des décisions déjà prises.

Trois mille chômeurs de plus inscrits en mars dernier... vous sentez-vous responsable ?

Il y a beaucoup de désinformation. C'est faux, la majorité des entreprises en liquidation sont en difficulté bien avant la grève. Il faut aller fouiller pour voir quelles sont les entreprises qui ont été vraiment touchées par la mobilisation.

De métropole, on a l'impression que le LKP mène un front anti-métropolitains ?

Ce sont des bêtises. Beaucoup racontent des conneries. J'ai entendu dire que l'on tabasse les Blancs, que l'on est des tontons macoutes, que l'on est raciste. Il s'agit de diaboliser les Guadeloupéens et de nous faire passer pour des sauvages. On ne fait pas la chasse aux Blancs en Guadeloupe, je tiens à le répéter.

[Edition France Soir du mercredi 10 juin 2009 page 8](#)